



LA REFORME TERRITORIALE D'HOLLANDE

On n'en veut pas !

Le 2 juillet 2014 grande messe au CESER

Après la réforme territoriale de Sarkozy en 2010, après la loi de métropolisation du 28 janvier 2014, François Hollande poursuit à la hussarde la désorganisation territoriale de la République, la mise en concurrence des territoires, l'inégalité entre les citoyens avec précipitation et dans un déni total de démocratie.

Alors que le projet de loi de clarification de l'organisation territoriale de la République devrait être débattu au Parlement à l'automne, le Président égratigne la démocratie représentative en appelant les parlementaires à ne pas « tergiverser » et à adopter promptement la nouvelle carte des régions qui passerait en métropole de 22 à 14 dès 2015.

Pire, le Président persiste dans son refus de soumettre le projet de loi à référendum, alors que 58 % des personnes interrogées considèrent qu'il doit faire l'objet d'une consultation directe selon le dernier sondage IFOP réalisé du 15 au 19 mai dernier.

La finalité du « big bang » territorial n'est pas d'améliorer l'efficacité des Services publics pour répondre aux besoins des populations et pour un aménagement durable du territoire mais bel et bien de satisfaire aux injonctions du Traité de stabilité. Le but principal est de financer les cadeaux au patronat en concentrant les pouvoirs, en réduisant drastiquement à hauteur de 11 milliards le montant des dotations de solidarité aux collectivités locales, aggravant d'autant les méfaits des politiques d'austérité.

La création des métropoles, les intercommunalités imposées, la réduction des pouvoirs et capacités d'action des communes en proximité, la mort programmée des départements par transfert de leurs compétences aux métropoles, aux régions, aux structures intercommunales, l'avènement de super-régions, la mutualisation des services, autant d'évolutions qui produiront des résultats désastreux.

Dans l'immédiat, c'est déjà la guerre des chefs pour savoir qui conservera le pouvoir et le titre de président de région, ce sont les divergences locales pour déterminer l'implantation de la capitale régionale, l'exacerbation des identités régionales au détriment de l'unité républicaine. Ce sera aussi et surtout la diminution des prestations sociales et la perte de missions essentielles à la population.

Au final, à n'en pas douter, cette réforme risque de se traduire par un gonflement de la facture fiscale et de la tarification des Services publics pour les ménages afin de faire face aux surcoûts éludés de la réforme, par des pertes massives d'emplois de personnels territoriaux.

Aucune place réservée au dialogue social et, à tous les niveaux, c'est l'austéritarisme ! C'est donc de pied ferme que dans la foulée de la mobilisation du 26 juin, les syndicats CGT des conseils généraux de PACA, du Conseil régional, communes et intercommunalité de l'interpro attendront **le Préfet de Région M.CADOT le 2 juillet qui viendra expliquer au CESER devant les représentants de la société civile l'état d'avancement de la politique de casse du service public en offrande au patronat.**

Ah, reculade ? Il ne viendrait pas en personne préférant peut-être déléguer au Président du Conseil régional le soin de vanter la réforme voulue par le gouvernement socialiste. Tout un symbole !

La CGT, elle, ne recule pas.

**La CGT sera bien là dès 14h00 le 2 juillet rassemblée devant le conseil régional PACA
Le Représentant de l'Etat en PACA devra bien finir par accepter de nous recevoir.**

**NON à l'austérité, OUI au service public, à l'emploi public et industriel
et à l'augmentation des salaires !**